



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1990

### Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Dominique Dupilet.

M. Dominique Dupilet. Monsieur le president, je voudrais tout d'abord dire a M. le ministre delegue au budget qu'il est facile de faire des effets de tribune, mais qu'on devrait s'en garder quand on detient le record des impots et des taxes. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le president. Allons, mes chers collegues !

M. Dominique Dupilet. Ma question s'adresse a M. le Premier ministre.

Vous avez lance hier un appel au congres de l'Association des maires de France en faveur de l'emploi des jeunes, ce qui constitue quand meme un aveu evident de l'echec de votre gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Votre politique pour l'emploi a revele son vrai visage a tous les Francais. En depit de toutes les provocations dont nous sommes ici les spectateurs, ils savent bien que votre seule politique et vos seules recettes sont la flexibilite, la precarite, les licenciements, et vous affichez le record d'Europe de la population active au chomage !

Face a ce drame, vous appelez au secours les collectivites locales, qui subissent deja les consequences de votre pretendu pacte de stabilite, marche de dupes, en realite, qui entraine une augmentation considerable des impots locaux. (Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Ma question est la suivante: allez-vous enfin changer votre politique de l'emploi et ne plus faire des maires et des collectivites locales des boucs emissaires ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation.

M. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Monsieur le depute, je pense que vous avez mal entendu le discours du Premier ministre, hier, devant l'ensemble des maires de France reunis a la Porte de Versailles. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Je crois que le sujet merite un peu de calme.

M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Le Premier ministre a voulu souligner le role tres important dans l'animation economique et sociale que jouent les maires sur le terrain. Comment les accompagner davantage dans ce travail qui est extraordinairement benefique ? Selon deux lignes d'action.

D'abord, ce role d'animation consiste dans l'accueil des activites economiques, le soutien aux projets, l'accompagnement de la politique d'insertion des jeunes. Et qui, sur place, fait cette coordination des initiatives et aide les associations, sinon justement les maires ?

Pour les aider a aller encore plus loin, l'Etat doit veiller a simplifier la vie administrative - ce que nous avons deja largement engage -, et a deconcentrer les responsabilites pour creer dans les meilleures conditions un veritable partenariat entre l'administration centrale et les elus locaux.

J'ajoute que nous avons donne aux collectivites territoriales la possibilite d'accorder des departs anticipes a la retraite et de recruter des jeunes.

Mais, vous savez, lorsque je vois certains projets de programme nous annoncer le recrutement de 700 000 jeunes, 350 000 dans le prive et 350 000 dans le public, cela me rappelle cette devinette: «Comment faire entrer dans une 4 CV quatre elephants ? En en mettant deux a l'avant, deux a l'arriere !» (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

## Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Dominique Dupilet.

M. Dominique Dupilet. Monsieur le president, je voudrais tout d'abord dire a M. le ministre delegue au budget qu'il est facile de faire des effets de tribune, mais qu'on devrait s'en garder quand on detient le record des impots et des taxes. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le president. Allons, mes chers collegues !

M. Dominique Dupilet. Ma question s'adresse a M. le Premier ministre.

Vous avez lance hier un appel au congres de l'Association des maires de France en faveur de l'emploi des jeunes, ce qui constitue quand meme un aveu evident de l'echec de votre gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Votre politique pour l'emploi a revele son vrai visage a tous les Francais. En depit de toutes les provocations dont nous sommes ici les spectateurs, ils savent bien que votre seule politique et vos seules recettes sont la flexibilite, la precarite, les licenciements, et vous affichez le record d'Europe de la population active au chomage !

Face a ce drame, vous appelez au secours les collectivites locales, qui subissent deja les consequences de votre pretendu pacte de stabilite, marche de dupes, en realite, qui entraine une augmentation considerable des impots locaux. (Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Ma question est la suivante: allez-vous enfin changer votre politique de l'emploi et ne plus faire des maires et des collectivites locales des boucs emissaires ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation.

M. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Monsieur le depute, je pense que vous avez mal entendu le discours du Premier ministre, hier, devant l'ensemble des maires de France reunis a la Porte de Versailles. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Je crois que le sujet merite un peu de calme.

M. le ministre de la fonction publique, de la reforme de l'Etat et de la decentralisation. Le Premier ministre a voulu souligner le role tres important dans l'animation economique et sociale que jouent les maires sur le terrain. Comment les accompagner davantage dans ce travail qui est extraordinairement benefique ? Selon deux lignes d'action.

D'abord, ce role d'animation consiste dans l'accueil des activites economiques, le soutien aux projets, l'accompagnement de la politique d'insertion des jeunes. Et qui, sur place, fait cette coordination des initiatives et aide les associations, sinon justement les maires ?

Pour les aider a aller encore plus loin, l'Etat doit veiller a simplifier la vie administrative - ce que nous avons deja largement engage -, et a deconcentrer les responsabilites pour creer dans les meilleures conditions un veritable partenariat entre l'administration centrale et les elus locaux.

J'ajoute que nous avons donne aux collectivites territoriales la possibilite d'accorder des departs anticipes a la retraite et de recruter des jeunes.

Mais, vous savez, lorsque je vois certains projets de programme nous annoncer le recrutement de 700 000 jeunes, 350 000 dans le prive et 350 000 dans le public, cela me rappelle cette devinette: «Comment faire entrer

dans une 4 CV quatre elephants ? En en mettant deux a l'avant, deux a l'arriere !» (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Dupilet Dominique](#)

**Circonscription :** - SOC

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1990

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** fonction publique, réforme de l'état et décentralisation

**Ministère attributaire :** fonction publique, réforme de l'état et décentralisation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 novembre 1996, page 7325

**Réponse publiée le :** 21 novembre 1996, page 7325

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 1996